

PREFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Région Aquitaine

Bayonne, le 22 juillet 2015

UNITE TERRITORIALE DES PYRENEES-ATLANTIQUES
Antenne de Bayonne

Référence Courrier : ED/CD/UT64B/15DP_
Référence S3IC : n° 052-4604
Affaire suivie par : M. Emmanuel DEJONGHE
emmanuel.dejonghe@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 05 40 17 28 00
Fax : 05 40 17 28 09

INSTALLATIONS CLASSEES
Carrière à ciel ouvert de gypse,
sur le territoire de la commune de Carresse-Cassaber,
au lieu dit « Bielles »

SOCIETE SINIAT

RAPPORT de la VISTE d'INSPECTION
effectuée le 21 mai 2015 par la DREAL

1 – PERSONNES RENCONTRÉES

- Monsieur Jacques DESCLAUX, Directeur
- Monsieur Frédéric CONTE, ingénieur carrière

2 – MOTIFS ET OBJET DE LA VISITE

L'inspection, objet du présent rapport, s'inscrit dans le cadre des objectifs de l'année 2015 de l'inspection des installations classées, mines et carrières fixés par la Division Sol, Sous-Sol, Santé-Environnement, du service Prévention des Risques de la DREAL Aquitaine.

L'inspection s'est déroulée, conformément aux thèmes d'inspection suivants :

- la vérification de la prise en compte des observations formulées lors de la précédente visite du 28 mai 2014 ;
- la vérification au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) portant sur :
 - le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation,
 - la conformité à l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux ;
- les prescriptions générales de police du Règlement Général des Industries Extractives (RGIE) ;
- la vérification de certains titres du Règlement Général des Industries Extractives (RGIE) et du Code du travail, à savoir :
 - Empoussiérage

3 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Au sens de la note SPR/DSE du 5 mars 2015, cette carrière est classée « prioritaire ».

Date de la dernière visite : 28 mai 2014

Effectif total de l'entreprise : l'effectif total de l'entreprise pour le site de Carresse-Cassaber est de 29 personnes plus 2 intérimaires (usine et carrière)

Nombre de personnes employées exclusivement en carrière : 11 personnes y compris le contremaître carrière et l'ingénieur carrière, plus 2 intérimaires

Nombre de personnes d'entreprises extérieures présentes le jour de l'inspection : /

Type d'exploitation : exploitation à ciel ouvert de roche massive avec abattage des matériaux à l'aide d'explosifs et chargement des tombereaux à l'aide d'une chargeuse sur pneus circulant sur les différents gradins pour assurer l'approvisionnement et l'évacuation des stériles.

Types d'installations présentes à l'intérieur du périmètre autorisé : installation de premier traitement, atelier d'entretien des engins, locaux du personnel de la carrière et plate-forme pour le stockage du gypse en provenance de la société OP Système à Lacq

Mode de transport utilisé pour l'évacuation des matériaux : acheminement par tombereaux entre les fronts de taille et le primaire de l'installation et transfert entre le primaire et l'usine par convoyeurs à bande

Production maximale annuelle autorisée : 480 000 tonnes.

Production déclarée :

ANNÉE	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Production en t	352 964	311 026	310 993	301 495	232 311	233 689

Pour 2015, l'exploitant a pour objectif d'atteindre une production de 205 000 tonnes de gypse.

Le taux moyen de récupération de gypse reste à 45 %. Ce taux de récupération de gypse est atteint avec des apports extérieurs qui enrichissent le gypse de la carrière. En 2014, cet apport a été réalisé avec environ 5 000 tonnes de gypse en provenance d'Espagne et 15 860 tonnes de désulfogypse en provenance d'OP Système. Le taux de pureté du gypse pour la fabrication des plaques de plâtres sur l'usine de Saint Loubes en Gironde doit être compris entre 79 et 79,5 %.

La fabrication des poudres et des colles sur l'usine de Carresse-Cassaber est en baisse constante. Après une baisse de l'ordre de 15 % entre 2013 et 2014, l'exploitant nous informe d'une nouvelle baisse de l'ordre de 12 % entre 2014 et 2015. Les deux derniers fours en service ne fonctionnent plus que 4 jours toutes les 3 semaines.

Les déchets de l'extraction sont entreposés sur un ensemble de verses à stériles réparties autour du site, et maintenant en partie dans le périmètre de la fosse d'extraction.

Le gypse extrait du site est utilisé pour les besoins suivants :

- l'usine de Saint Loubes en Gironde, pour la fabrication de plaques de plâtre. Le volume exporté sur ce site représente 90,24 % de la production
- l'usine de Carresse-Cassaber pour la fabrication de plâtre en sac et de colle. Le volume de gypse traité représente 8,26 % de la production
- la vente directe pour des amendements agricoles à hauteur de 1,5% de la production

L'usine de Carresse-Cassaber dispose d'une unité de fabrication de chape liquide, approvisionnée par des produits en provenance d'Espagne.

La superficie totale autorisée est de 970 006 m² dont 511 514 m² autorisée pour l'extraction.

Le stock historique de déchets de plaques de plâtre en provenance de l'usine de St Loubes, présent sur la verse D2, estimé à environ 148 000 tonnes, est ré-incorporé puis mélangé au gypse livré à St Loubes à raison de 3 à 5 %. À ce jour 27 558 tonnes de ces déchets ont été repris dans la fabrication des plaques de plâtres. L'exploitant estime que le stock de ces déchets pourra être éliminé en 2027.

La durée d'autorisation de la carrière arrivant à échéance de 2023, l'exploitant doit préciser comment il traitera les déchets de plaques de plâtre à l'échéance de l'autorisation.

4 – SITUATION ADMINISTRATIVE

La société SINIAT, appartenant au groupe ETEX, bénéficie des autorisations administratives suivantes :

Carrière :

- Arrêté préfectoral d'extension n° 93/ENV/41 du 8 décembre 1993
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 06/IC/270 autorisant l'augmentation de la superficie de stockage des stériles

Cette autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers pour une durée de 30 ans, soit jusqu'au 8 décembre 2023.

Par courrier du 7 juin 2011, il a été donné bénéfice du droit d'antériorité, à la rubrique 2720, pour le stockage de déchets non dangereux non inertes.

Rubrique	Description	Capacité	Régime
2510-1	Exploitation de carrière	Superficie de 970 006 m ²	Autorisation
2720-2	Installation de stockage de déchets d'exploitation de carrière, non dangereux et non inertes		Autorisation

Installations de traitement :

- Arrêté préfectoral d'autorisation n° 08/IC/63 du 19 mars 2008 autorisant l'installation de premier traitement de gypse d'une puissance installée de 350 kW sur la parcelle B500
- Récépissé de déclaration n° 12/IC/72 du 3 juillet 2012 relatif à la rubrique 2716-2 pour une installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inerte pour un volume inférieur ou égal à 1 000 m³
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 2535/2012/075 du 9 janvier 2013 prescrivant les conditions de réception du désulfogypse en vue de sa valorisation

Rapport DREAL du 26 novembre 2013, donnant bénéfice du droit d'antériorité pour la rubrique 2515-1.

Rubrique	Description	Capacité	Régime
2515-1-b	Broyage, concassage et criblage des matériaux d'extraction	Puissance installée : 350 kW	Enregistrement
2716-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inerte	Volume ≤ 1 000 m ³	Déclaration

Usine de plâtres :

- Arrêté préfectoral d'autorisation n° 04/IC/285 du 21 juin 2004 autorisant l'augmentation de capacité de la fabrication de chape liquide et actualisant les prescriptions d'exploitation de l'usine de fabrication de plâtres.

Rapport DREAL du 26 novembre 2013, donnant bénéfice du droit d'antériorité pour la rubrique 2515-1.

Rubrique	Description	Capacité	Régime
2515-1-a	Installation de broyage, concassage, criblage, ensachage ... de pierres, cailloux, minéraux naturels ou artificiels	Puissance installée : 1 700 kW	Autorisation
2520	Fabrication de plâtre	Capacité de production : 730 t/j	Autorisation
1180-1	Utilisation d'appareil et matériels imprégnés par des polychlorobiphényles, polychloroterphényles	2 transformateurs	Déclaration
2564-3	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques	Volume de cuve : inférieur à 200 litres	Déclaration contrôlée

5 – CIRCUIT DE LA VISITE D'INSPECTION

L'inspection du site et des installations s'est faite selon le circuit suivant :

- Verse D6 et la zone de glissement
- Carreau de la zone d'extraction à la cote – 80 m NGF et les bassins de pompage
- Fronts nord-ouest le long du Saleys à la cote – 13 m NGF depuis les anciennes galeries Lahière vers la borne B19
- Plate-forme de stockage derrière l'usine

6 – EXPLOSIFS : AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

Autorisation d'utiliser des explosifs dès réception (code de la défense)

Points vérifiés	Observations
N° et date de l'arrêté d'autorisation	AP n° 2012-297-0002 du 23 octobre 2012
Validité de l'arrêté	5 ans soit jusqu'au 23 octobre 2017
Responsable de la mise en œuvre	Monsieur Jacques DESCLAUX
Quantités autorisées	1 500 kg d'explosifs, 250 ml de cordeau détonnant, 30 détonateurs électriques, 70 détonateurs non-électriques et 250 mètres de cordeau détonant 12 ou 20 g/m Maximum de 140 tonnes par an

Nombre de livraisons annuelles	65 livraisons en 2014 pour un total de 53,305 tonnes d'explosifs 16 livraisons au 25 mars 2015, pour un total de 12,840 tonnes d'explosifs																
Registre d'entrée et de sortie des produits Conservation du registre minimum 10 ans	À jour L'exploitant doit intégrer l'évolution de la traçabilité des explosifs prescrit par le décret 2012-1238 du 7 novembre 2012 pour maintenir le suivi des entrées et des sorties des divers explosifs. La tenue du registre est définie au titre II de l'arrêté du 13 décembre 2005 modifié, fixant les règles techniques de sûreté et de surveillance relatives à l'aménagement et à l'exploitation des installations de produits explosifs.																
Quantité utilisée par tir	Maximum 1 500 kg La consommation spécifique des 3 dernières années : <table><tr><td></td><td>2012</td><td>2013</td><td>2014</td></tr><tr><td>Explosifs (kg)</td><td>75 125</td><td>59 575</td><td>53 305</td></tr><tr><td>Production (t)</td><td>301 495</td><td>232 311</td><td>233 689</td></tr><tr><td>CS (g/t)</td><td>249</td><td>256</td><td>228</td></tr></table> Cette consommation d'explosifs doit être corrigée avec le taux de récupération du gypse commercialisable, 45 %.		2012	2013	2014	Explosifs (kg)	75 125	59 575	53 305	Production (t)	301 495	232 311	233 689	CS (g/t)	249	256	228
	2012	2013	2014														
Explosifs (kg)	75 125	59 575	53 305														
Production (t)	301 495	232 311	233 689														
CS (g/t)	249	256	228														
Nombre de tirs annuels	77 tirs en 2014 et 17 tirs au 25 mars 2015																
Certificat d'acquisition – validité du certificat	Jusqu'au 11 août 2015																

Agrément des personnes

Points vérifiés	Observations						
Habilitation d'emploi des explosifs : - identité des personnes, validité : - certificat de préposé aux tirs (options) - maintien annuel des connaissances - aptitude médicale - permis de tir en cours de validité	Identité	Validité habilitation	CPT	Option CPT	Recyclage	Aptitude médicale	Permis de tir
	Jean-Pierre LAGOURGUE	26-10-15	O	N	26-06-14	24-09-14	08-10-14
	Frédéric CONTE	10-12-16	O	N	26-06-14	19-09-14	03/04/15
	Eric CARRESSE-CASTERA	10-12-16	O	N	26-06-14	21-05-15	
Habilitation ou agrément des personnes ayant connaissance des mouvements des produits explosifs – identité des personnes, validité :							
	Identité	Validité agrément		Fonction			
	Jacques DESCLAUX	04-10-15		Directeur			
	Jean-Luc SUHAS	14-02-17		Contre-maître carrière			

7 – SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS FORMULÉES LORS DE LA VISITE DU 28 MAI 2014

L'exploitant n'a pas répondu au courrier de la DREAL de la dernière visite d'inspection.

7.1 Au titre des installations classées

Observations de l'inspection antérieure	Réalisation	Observations
L'exploitant a demandé au bureau d'études Ecosphère de réaliser une étude axée sur la biodiversité du réseau hydrographique traversant le site. Cette étude doit comprendre une analyse des impacts biologiques.	Étude remise le jour de l'inspection	Les analyses hydrobiologiques effectuées en septembre 2014 par Aquabio, sur le Saleys en amont et en aval de la carrière, ainsi qu'en aval de la verse D2, permettent au bureau d'études d'établir les conclusions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> l'état biologique du Saleys en amont de la carrière est moyen (IBGN = 11)

		<ul style="list-style-type: none"> • l'état biologique du Saleys en aval de la verse D2 est bon (IBGN = 13) avec toutefois un colmatage par des sédiments fins • l'état biologique du Saleys en aval de la carrière est très bon (IBGN = 16) • la qualité de l'eau du Saleys semble altérée sur l'ensemble du linéaire étudié • les habitats présents sur les stations étudiées du Saleys sont peu diversifiés <p>Pour connaître l'impact de la verse D2 sur l'Arriou de Poursuibe, il est nécessaire de compléter l'analyse hydrobiologique avec un point en amont de la verse D2.</p>
<p>L'exploitant a demandé l'actualisation du montant du devis pour le projet de busage du ruisseau sous la verse D2. Les résultats de l'étude sont attendus pour fin 2014. Il est demandé à l'exploitant de transmettre à la DREAL avant mars 2015, le contenu de cette étude ainsi que le plan d'action qu'il met en place pour satisfaire d'une part aux prescriptions de son arrêté préfectoral, notamment sur les matières en suspension (< à 35 mg/l) et au regard des objectifs de la Directive cadre sur l'eau (impacts globaux et concentration en sels dans les cours d'eaux ≤ à 1 g/l).</p>	Étude remise le jour de l'inspection	<p>La société For-Ymage a établi une évaluation de faisabilité pour un forage dirigé d'un diamètre de l'ordre de 500 mm sur 500 mètres de longueur, sous l'emprise de la verses D2, pour rétablir la circulation de l'Arriou de Poursuibes vers le Saleys, sans traverser les stériles de gypses comblant le fond d'un talweg.</p> <p>L'auteur de l'étude conclu à la faisabilité de ce forage dirigé, dans la mesure où ces travaux sont confiés à une entreprise spécialisée ayant de l'expérience dans ce genre de travaux. Cette étude présente également des préconisations pour l'exécution du chantier.</p> <p>À ce stade, l'exploitant doit transmettre à la DREAL, un plan d'action et un échéancier pour réaliser les travaux qu'il aura définis pour satisfaire d'une part aux prescriptions de son arrêté préfectoral, notamment sur les matières en suspension (< à 35 mg/l) et au regard des objectifs de la Directive cadre sur l'eau (impacts globaux et concentration en sels dans les cours d'eaux ≤ à 1 g/l).</p>
Présenter le suivi de l'évolution des mesures de surveillance de la stabilité des verses à stériles, avec une représentation du déplacement par des graphes et transmettre à la DREAL avant le 30 juin 2014.	Partiel	L'exploitant présente des tableaux donnant les mesures de la dérive des points de contrôle ainsi qu'un graphique de l'évolution de ces points en X, Y et Z.

	<p>L'exploitant doit présenter son analyse de l'ensemble de ces résultats et définir les mesures qu'il met en place pour assurer la stabilité ou pour prévenir le risque de glissement.</p> <p>Il est à noter que sur la verse D6, un glissement majeur de plusieurs mètres depuis 2011, est apparu sur les jalons nommés T80 à T83. Ce glissement visible en surface est situé au niveau d'un talweg, que l'étude d'impact de septembre 2005 avait clairement identifié. Cette étude d'impact avait préconisé que des mesures de maintien des écoulements des eaux pluviales soient mise en place, avec notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la collecte par un fossé de dérivation des eaux provenant de l'amont du versant du Bétat pour éviter que ces eaux ne traversent la zone de dépôt des stériles - la verse doit disposer d'une semelle perméable de matériaux drainants de granulométrie grossière et de résistance suffisante pour supporter le poids des terrains sus-jacents - les eaux drainées par les matériaux perméables mis en place sous la verse, doivent être collectées par un fossé et dirigées vers un bassin de décantation <p>Ces dispositions ont été définies au regard d'une étude géotechnique référencée : PL/CAR/0502 du 10 août 2005 de Monsieur Jacques FINE.</p> <p>L'article 5,6 de l'arrêté préfectoral n° 06/IC/270, prescrit en outre que les écoulements secondaires interceptés par le remblaiement (donc le talweg) doivent être rétablis, avec tous les aménagements hydrauliques nécessaires.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier par des sondages et un relevé topographique,</p>
--	--

		que ses aménagements, notamment la semelle drainante sous la verse et la collecte des eaux pluviales amont, respectent ces préconisations et qu'il définisse un plan d'action validé par un géotechnicien pour stabiliser ce glissement et prévenir tout risque d'impact sur le Saleys.
Transmettre à la DREAL le plan des réseaux enterrés (eau, électricité, téléphone ...)	Fait	Le plan des réseaux autour de l'usine a été remis lors de l'inspection.
Plan de gestion des déchets et dossier de phasage des travaux en cours d'élaboration par Géo+ Environnement. Le dossier est à transmettre à la DREAL pour septembre 2014	Sans objet	Le plan de phasage des travaux reste dans l'enveloppe définie pour les garanties financières. L'exploitant a présenté les plans de phasage des travaux pour gérer également les déchets d'exploitation jusqu'en 2023.
L'exploitant doit prendre toutes les précautions pour supprimer les éventualités de circulations d'eau susceptibles de dissoudre le gypse.	Insuffisant	L'inspection des fronts les plus proches du Saleys depuis les galeries Lahière vers l'ouest, montre de nombreuses arrivées d'eau avec des phénomènes important de dissolution. Ces phénomènes semblent se concentrer sous les zones de l'ancien lit du Saleys. Il est demandé à l'exploitant de faire réaliser par un bureau d'étude spécialisé en géotechnique et en hydrogéologie, une analyse de la situation actuelle définissant les risques et proposant des mesures à mettre en place pour supprimer ces circulations d'eau et maintenir la stabilité du talus entre la fosse d'extraction et le Saleys. Cette étude devra intégrer les circulations d'eau au-dessus des galeries Schneider.
L'exploitant doit transmettre à la DREAL, tous les résultats de l'autosurveillance prescrit dans les arrêtés préfectoraux de la carrière et de l'usine, ainsi que les éventuelles mesures de corrections, dans le mois suivant leurs réceptions	Fait	
L'exploitant doit justifier que les conditions de stockage du désulfogypse n'est pas susceptible d'entraîner une pollution par infiltrations dans le sol. Cette justification doit s'appuyer sur la caractérisation complémentaire du désulfogypse demandée dans l'arrêté préfectoral n° 2535/2012/075 du 9 janvier 2013.	Fait	La réduction du volume de stockage de désulfogypse, permet qu'il soit intégralement stocké sur une dalle en béton. L'exploitant a remis un résumé des études des suivis de la non-dangerosité du gypse de Lacq, qui conclut que « le désulfogypse a fait la démonstration de sa pureté, de sa non-dangerosité et de son

		usage en tant qu'intrant de processus industriels de fabrication de panneaux de plâtre. Les critères de non-dangerosité sont respectés et font l'objet d'un suivi régulier. Les sociétés OP Systèmes et Siniat sont en attente de la décision du Ministère quant à sa sortie de statut de déchet. »
Réduire la hauteur du talus sous la nouvelle piste Nord cote + 27 NGF à une hauteur maximale de 15 m	NON	Aucune piste, ni aucun travaux n'est présent sous ce talus, toutefois, l'exploitant doit présenter dans un délai maximum de 2 mois, un plan d'action pour remettre en état des risbernes suffisamment larges pour assurer un rôle de pièges à cailloux. Chaque risberne ne devra pas être distante en hauteur de plus de 15 m. Dans l'attente de la réalisation des travaux, l'exploitant met en place des mesures de protections adaptées pour assurer la sécurité des personnels.
Transmettre à la DREAL les surfaces S1, S2 et S3 de la situation actuelle des travaux, afin de vérifier la compatibilité avec le calcul des garanties financières de la phase en cours	Fait	
Au regard des recommandations du rapport établi par Jacques FINE en date du 15 novembre 2013, l'exploitant devra adapter le remblaiement du fontis afin de réduire au maximum toute circulation d'eau vers le gisement de gypse.	En cours	Le fontis au-dessus des galeries Schneider n'est toujours pas stabilisé. L'exploitant doit rapidement mettre en place des mesures adaptées pour recréer une couche imperméable entre le toit du gypse et les zones de circulation d'eau.
Au regard des recommandations du rapport établi par Jacques FINE en date du 15 novembre 2013, l'exploitant doit intégrer une bande de 60 mètres de large entre les rives du futur plan d'eau et les parcelles occupées par des tiers.	Pris en compte	Le dossier de phasage des travaux a été adapté pour intégrer ce recul
Mettre en place un compteur sur le prélèvement d'eau pour l'arrosage et assurer un relevé à minima mensuel.	NON	Le compteur de prélèvement d'eau doit être mis en place dans les meilleurs délais
Ajouter un point de mesure pour le bassin de décantation de la plate-forme de stockage derrière l'usine.	Fait	
En 2013, les résultats des mesures indiquent un dépassement chronique de la valeur des MES en aval de la verse D2 sur le ruisseau Arriou de Poursuibes. Les résultats de 2014 indiquent un dépassement en MES sur les mois de janvier et mars en aval de la verse D2 sur le ruisseau Arriou de Poursuibes et au rejet de la verse D6. L'exploitant doit finaliser dans les meilleurs délais son étude technico-économique pour réduire l'impact de la verse D2 sur le ruisseau Arriou de Poursuibes. Un programme de réalisation des travaux sera transmis à la DREAL avant fin 2014.	En cours	Depuis l'inspection de 2014, seul la valeur des MES en aval de la verse D2 sur le ruisseau Arriou de Poursuibes, est chroniquement supérieure au seuil de 35 mg/l. Voir réponse ci-dessus.
Transmettre une copie des mesures de qualité des eaux rejetées à l'ARS et à la MISEN.	Oui	
L'article R516-2 du code de l'environnement prévoit la	NON	Après vérification des

constitution d'une garantie financière pour les installations de stockage de déchets couvrant : la surveillance du site, l'intervention en cas d'accident ou de pollution et la remise en état du site après exploitation. Compte tenu de l'application de la rubrique 2720, il convient de mettre en œuvre cette disposition, qui pourra être liée au dossier de phasage des travaux en cours d'élaboration par Géo+ Environnement. Le dossier est à transmettre à la DREAL pour septembre 2014.		modalités du calcul forfaitaire prévu pour la rubrique 2720, et de celui appliqué lors de l'arrêté préfectoral n° 06/IC/270 du 18 juillet 2006, il s'avère que la méthode appliquée couvre le montant forfaitaire pour ces versées à flanc de relief.
Plan de gestion des déchets en cours d'élaboration par Géo+ Environnement. Le dossier est à transmettre à la DREAL pour septembre 2014	Sans objet	Le phasage actuel respecte le plan de gestion des déchets de juin 2011. Celui-ci devra être mis à jour au plus tard pour juin 2016
En période diurne, la station n° 5 (1ère habitation du bourg de Cassaber) présente une émergence non conforme, toutefois il semble que cette valeur ait été largement influencée par le fonctionnement de la carrière CEMEX voisine. En période nocturne, 2 stations n° 3 (restaurant au croisement des RD 17 et RD 29) et 5 (1ère habitation du bourg de Cassaber) présente une émergence non-conforme lors du seul fonctionnement de la chape liquide. L'exploitant doit analyser ces résultats, définir un plan d'action et le transmettre à la DREAL.	Fait	Un plan d'action a été établi pour réduire les émergences. À noter qu'un des trois fours a été mis à l'arrêt et que les deux derniers fours ne fonctionnent que 4 jours toutes les 3 semaines.

7.2 Au titre du Règlement Général des Industries Extractives

Observations de l'inspection antérieure	Réalisation	Observations
L'exploitant devra s'assurer que l'interlocuteur et le signataire de l'EE, dispose si nécessaire, d'une délégation de responsabilité du chef de l'EE	Fait	Le plan de prévention a été modifié pour intégrer cette précision
Les travaux qui seront sous-traités devront être précisé	Fait	
Conserver une traçabilité de la délimitation du secteur d'intervention, les zones du secteur qui peuvent présenter des dangers pour le personnel et les voies de circulation que pourront emprunter ces travailleurs ainsi que les véhicules et engins appartenant aux EE	Insuffisant	Le plan annexé au plan de prévention doit préciser la délimitation du secteur d'intervention, les accès et les dangers
Développer l'organisation qui est mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice	Fait	
Le plan de prévention doit être établi à l'issue d'une inspection commune préalable et doit mentionner précisément les zones dangereuses et les moyens adopter pour les matérialiser, afin que le chef de l'EE puisse en informer ses salariés	Fait	
Faire une information du CHSCT des inspections communes préalables pour les EE et prévoir sa participation, en application des dispositions des articles R 4514-1 à R 4514-4 du code du travail	Sans objet	Au regard de la réduction de l'effectif sur le site, la mise en place du CHSCT a été abandonnée
Mettre en place l'affichage des coordonnées des CHSCT des EU et EE, du médecin et du lieu de l'infirmerie	Sans objet	
L'exploitant doit justifier de la réalisation des diverses observations du rapport de l'OEP	Correct	
Satisfaire à l'ensemble des observations mentionnées dans le rapport de vérification du matériel de levage	Insuffisant	La vérification du matériel de levage n'ayant pas été faite en charge, ce matériel ne peut être utilisé en l'état. Une nouvelle vérification de ces appareils doit être réalisée avant utilisation.
Apposer dans la cabine des engins un panneau « port des protections auditives obligatoires »	Fait	
Mettre en place un carnet de maintenance des	Incomplet	Un carnet de maintenance

équipements de travail y compris pour le matériel de levage et les échelles		doit être établi pour chaque matériel de levage
Interdire les passages dangereux sous les convoyeurs T1 et T4	Fait	
Remettre en état le verrou de bas de porte du carter courroies du concasseur primaire	Fait	
Supprimer les anciens tubes en ferrailles présents sur les fronts nord	Incomplet	Lors des opérations de remise en état des risbernes des fronts nord, il conviendra de procéder au nettoyage des anciens tubes en ferrailles toujours présents sur les fronts.
L'exploitant doit consulter le CHSCT sur les EPI qu'il souhaite mettre à disposition	Sans objet	En l'absence de CHSCT, ce sont les Délégués du Personnel qui doivent être informés
Mettre en place un suivi des EPI ayant des durées de vies limitées	Fait	

8 – CONFORMITÉ DES INSTALLATIONS PAR RAPPORT AU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

8.1 Aménagements

Prescriptions AP	Observations
Information du public : – panneaux A14 aux endroits appropriés – affichage panneaux d'identité	Oui Oui
Bornages : – périmètre d'autorisation – périmètre d'extraction – nivellement – Le bornage périmétrique dispose d'un repérage géographique en Lambert II étendu (selon les coordonnées X, Y et Z)	Oui Oui Oui Oui
Accès à la voirie publique : – aménagement – lavage des roues des véhicules sortant	Correct Sans objet
Gestion des eaux de ruissellement : – dérivation des eaux	Existe, mais à revoir au niveau de la verse D6 pour l'ensemble des écoulements situés en amont de D6 et des zones de talwegs

8.2 Conduite de l'exploitation

Prescriptions AP	Observations
Défrichement :	Non
Méthode d'exploitation :	Abattage à l'explosifs des matériaux en différents secteurs pour assurer une qualité et une homogénéité du gisement, chargement des tombereaux par une chargeuse sur pneus, marinage d'une partie directement sur les zones de stockage des stériles et l'autre vers l'unité de traitement primaire sise en partie Est de la zone d'extraction.
Stockages : – stériles – terres végétales	Sur la verse D2 et sur un stockage temporaire à la cote -35 m NGF au sud ouest de la fouille Utilisé lors du réaménagement des verses
Stabilité des terrains voisins • Verses à stériles ↳ Pente générale voisine de 25° soit 46,6% ↳ Matériaux drainant sur le	La verse D6 est en cours de remise en état Verse D2 et D6 Oui Voir observations au paragraphe 7.1. Faire réaliser des

<p>substratum</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Mise en place par couches horizontales minces (de 1 à 3 m) ↳ Hauteur maxi des gradins : 15 m ↳ Aménagement et végétalisation des flans coordonnés à l'avancement ↳ Replat de 15 m entre la verse et le Saleys avec possibilité d'accès pour les engins ↳ Aménagement hydraulique pour le maintien des écoulements secondaires ↳ Fossé de drainage en pied de verse vers le dispositif de décantation avant rejet ↳ Surveillance de la stabilité avec repères témoins et relevé topographique annuel <ul style="list-style-type: none"> • Installation de traitement <ul style="list-style-type: none"> ↳ Étude géotechnique ↳ Bande de protection d'au moins 15 m par rapport au Saleys (sans construction, ni circulation) ↳ Suivi de la stabilité du talus, de la plate-forme et des berges du Saleys (résultats consultables par l'ICPE) 	<p>sondages et une analyse géotechnique pour s'assurer de la présence et de l'efficacité du drainage de la semelle de la verse à stérile. Un plan d'action devra être élaboré et validé par une étude géotechnique pour stabiliser la verse et prévenir tout risque d'impact sur le Saleys.</p> <p>Couches d'environ 2m</p> <p>Hauteur de gradin fixée à 13 m</p> <p>En partie</p> <p>Oui</p> <p>Insuffisant, il semble que l'ancien talweg au centre de D6, ne soit pas suffisamment drainé.</p> <p>Oui</p> <p>Déplacement important des repères témoins de la verses D6 (plusieurs mètres). Au regard de l'importance du déplacement, l'exploitant doit compléter son dispositif de surveillance afin de définir l'extension du glissement.</p> <p>Transmettre à la DREAL une étude géotechnique accompagnée de sondages et d'un relevé topographique, analysant la conception de la verse, sa conformité aux prescriptions de l'arrêté préfectoral et au dossier de demande d'autorisation, accompagné de préconisations pour stabiliser le glissement constaté, prévenir le risque d'impact vers le milieu extérieur, assurer la sécurité des personnes et le suivi dans le temps de cet ouvrage.</p> <p>L'exploitant établira et transmettra à la DREAL, un plan d'action pour réaliser les mesures correctives et prendre en compte les mesures préconisées par l'étude géotechnique.</p> <p>Faite le 13/10/2007</p> <p>Oui</p> <p>Existe</p>
<p>Extraction</p> <ul style="list-style-type: none"> – cote minimale d'extraction : – 100 m NGF – hauteurs des fronts <p>– largeur des banquettes</p> <p>– pendage des flancs</p>	<p>Cote au 21 mai 2015 : – 80 m NGF</p> <p>La majorité des fronts disposent d'une hauteur de 10 à 15 mètres. Le remblayage pour créer la piste nord, a engendré un comblement des gradins inférieurs ne pouvant plus assurer le rôle de piège à cailloux. Dans un délai maximum de 2 mois, l'exploitant doit transmettre à la DREAL un plan d'action pour remettre en état ces gradins avec une largeur suffisante pour assurer un rôle de pièges à cailloux. Chaque gradin ne devra pas être distant en hauteur, de plus de 15 m.</p> <p>Dans l'attente de la réalisation des travaux, il devra être mis en place des mesures de protections adaptées pour assurer la sécurité des personnels.</p> <p>RAS</p> <p>RAS</p>
<p>Interdiction de pompage de la nappe phréatique, sauf autorisation du préfet</p>	<p>Pompage des eaux de ruissellement et de circulation souterraine en fond de fosse vers les galeries Schneider pour décantation, puis reprise par pompage pour rejet vers un second bassin de décantation puis rejet par gravité vers le Saleys</p> <p>Pompage d'une source dite « du cimetière » pour éviter les infiltrations dans le massif de gypse</p>

Plan d'exploitation – dernière mise à jour – indications qualitatives et quantitatives	Fait par Claude Vignasse Le 18 décembre 2014 Correct
Phasage – respect du plan de phasage – respect de la remise en état coordonnée	Correct Non vérifié
Plantations d'arbres et d'arbustes d'essences locales sur le talus de l'ancienne verse nord Suppression régulière des espèces exotiques envahissantes tel que l'Herbe de Pampa et la Buddleia	Des planches d'essais de plantations ont été réalisées sur la verse D6, à suivre avant généralisation de la méthode L'exploitant programme 2 opérations de 2 jours par an, d'arrachage à la pelle mécanique Dans le cadre d'un programme européen du secteur plâtre et de l'extraction du gypse, l'exploitant a sollicité Ecosphère pour mettre en place, en tant que site pilote, des indicateurs pertinents pour assurer une gestion et la restauration de la biodiversité au sein du site d'exploitation. Cette première phase d'évaluation montre l'urgence d'intervention pour lutter contre l'envahissement de l'Herbe de la Pampa et dans une moindre mesure contre la Buddléia de David. Les plantations sur les verses à stériles doivent être impérativement réalisées avec des arbres et arbustes d'essences locales afin de stopper l'extension du Robinier faux acacia.
Remblayage	Sans objet

8.3 Sécurité des tiers

Prescriptions AP	Observations
Clôtures et fermeture des accès : – mise en place de clôtures – accès carrière pendant les heures ouvrées – accès interdit hors heures ouvrées – accès interdit zones dangereuses – signalisation des dangers <u>Travaux souterrains</u> Clôture efficace ou dispositif équivalent : – orifices des puits – ouvertures de galeries – Danger signalé par pancartes (accès, proximité des zones clôturées, puits, galeries) <u>Fontis des galeries schneider</u>	Existe Surveillance par le personnel d'exploitation Fermeture par des portails Correct Oui Clôture et signalisation des dangers autour du fontis et du puits Schneider (non vérifié lors de l'inspection) Les galeries sur les fronts sont fermées par des merlons et une signalisation rappelle le danger Un fontis est apparu le 4 mai 2012 à proximité du puits Schneider. Cet effondrement s'ouvre sur les galeries du premier niveau mais à proximité de la descendierie vers les galeries du second niveau. L'emprise au sol du cône de remplissage du fontis déborde sur le puits et l'obstrue progressivement. Les dispositifs de pompage et de refoulement des eaux d'exhaure de la carrière transitant par les galeries du second niveau, ont été déplacés vers 2 nouveaux forages réalisés au sud-est du puits Schneider. Le fontis n'est toujours pas stabilisé. Au regard de l'analyse des risques d'instabilité et de dissolution du gypse induits par les galeries Schneider actualisé en mai 2013 par Monsieur Jacques FINE, l'exploitant doit rapidement mettre en place des mesures adaptées pour recréer une couche imperméable entre le toit du gypse et les zones de circulation d'eau.
Éloignement des excavations : – respect de la bande des 10 mètres	Oui Au regard des recommandations du rapport établi par Jacques FINE en date du 15 novembre 2013, l'exploitant doit intégrer une bande de 60 mètres de large entre les rives du futur plan d'eau et les parcelles occupées par des tiers.

	Afin de réduire cet impact, l'exploitant doit mettre en œuvre des mesures efficaces de réduction d'envol des poussières.
Déchets : – registre déchets – déchets non inertes et non dangereux rub 2720 – plan de gestion des déchets art 16 bis AM du 22/09/1994 (applicable au 01/07/2011) – validité 5 ans – brûlage à l'air libre interdit (sauf cartons d'emballage des explosifs)	Non vérifié Bénéfice de l'antériorité et montant des garanties financières couvert par les garanties actuelles Fait en juin 2011, renouvellement à prévoir pour 2016 RAS
Bruits et vibrations : – respect des niveaux limites – derniers contrôles effectués (3 ans) – autosurveillance des vibrations des tirs de mines avec transmission DREAL	Fait par GEORAMA en juillet et août 2013 Des actions correctives ont été mises en place Prochain contrôle en 2016 Adaptation des plans de tirs pour la zone ouest

8.5 Prévention des risques

Prescriptions AP	Observations
Moyens incendie et de secours : – vérification des moyens de lutte contre l'incendie – registre vérification des matériels – exercice de mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie	SICLI Le 26 mai 2014 Existe Non vérifié
Consignes de sécurité	Existe
Appareils à pression • nbre d'appareils • vérification périodique (40 mois) • requalification (10 ans)	Non vérifié
Dispositions prises pour l'écoulement des eaux de crue	Non vérifié

8.6 Divers

Prescriptions AP	Observations
Garanties financières – sont constituées jusqu'au : – sont à renouveler avant le :	670 821,61 euros 13 juin 2019 13 décembre 2018
Respect du mode de transport et itinéraires	RAS
Relation avec le voisinage	RAS

8.7 Étude de stabilité (cas des carrières souterraines)

Prescriptions AP	Observations
Transmettre à la DRIRE pour le 31/12/2006, le plan topographique de la totalité des anciens travaux souterrains	Fait
Transmettre à la DRIRE pour le 31/12/2007, un bilan de la situation hydrologique et de son évolution, relatif à l'impact des eaux d'exhaure sur les galeries du puits Schneider	Actualisation de l'analyse des risques en date du 15 novembre 2013 par Jacques Fine pour les galeries Schneider suite au fontis.
Transmettre à la DRIRE pour le 31/12/2008, une étude géotechnique de la stabilité de l'ensemble des cavités souterraines	Fait Au regard de la circulation d'eau constaté sur une partie des galeries Lahière et sur le front à l'ouest de ces galeries, l'exploitant doit faire réaliser et transmettre à la DREAL avant décembre 2015, une analyse complémentaire des risques d'instabilité et de dissolution du gypse induit par ces venues d'eau. Cette analyse prendra en compte la présence d'une

	piste en surface, la position actuelle du Saleys et de son ancien lit.
--	--

9 – CONFORMITÉ DES INSTALLATIONS PAR RAPPORT AU RGIE

9.1 Décret de police n° 99-116 du 12 février 1999

Prescriptions	Observations
Le document de sécurité et de santé Transmission du DSS à la DREAL	Vu sur site, mis à jour le 13 avril 2015 Non transmis
Liste des accidents de travail dont l'arrêt initial est > à 3 jours	Pas d'accident du travail avec arrêt depuis 2013

9.2 Règles générales

Prescriptions	Observations				
Déclaration du directeur technique des travaux Nom du directeur technique des travaux Nom du chef de carrière Nom de l'adjoint en cas d'absence	Fait le 16 avril 2012 Monsieur Jacques DESCLAUX Monsieur Jean-Luc SUHAS contremaître carrière Monsieur Frédéric CONTE, ingénieur carrière				
Nom de l'OEP Date de la dernière visite de contrôle Document de synthèse établi par l'OEP Réalisation des observations mentionnées dans le rapport Fréquences de visite de l'OEP	PREVENCEM – Madame Aurélie CAUDINE Le 10 décembre 2014 et le 11 juin 2015 Oui En majorité 2 visites par an				
Vérification installation électrique <ul style="list-style-type: none">date du contrôleréalisation des observations	VERITAS rapport non vérifié				
Habilitation électrique <ul style="list-style-type: none">Nbre de personnerecyclage (validité 3 ans)	4 personnes Recyclage fait le 20 mai 2014				
Autorisation de conduite <ul style="list-style-type: none">Nbre de personnesCACES (validité 10 ans pour les engins de chantier et 5 ans pour les nacelles)	Non vérifié				
Vérification matériel de levage <ul style="list-style-type: none">date du contrôleréalisation des observations	VERITAS En février 2015 Non vérifié				
Secouriste sauveteur du travail <ul style="list-style-type: none">formation initiale (au moins 12 h)recyclage – 2 ans (7 h)	3 personnes en carrière + 10 dans l'usine Recyclage en décembre 2014				
Contrôle « Bruit » <ul style="list-style-type: none">date du contrôle (validité 5 ans)plan d'action	PREVENCEM Le 17 octobre 2013 Le port des protections auditives est obligatoire pour : <ul style="list-style-type: none">Conducteurs tombereau KOMATSU HD405Conducteurs tombereau CATERPILLAR 771DConducteurs chargeuse CATERPILLAR 988GAutour des installations de traitement Le port des protections auditives est conseillé pour : <ul style="list-style-type: none">Conducteurs de la foreuse FURUCKAWA HCR 1200Conducteurs pelle brise-roche CATERPILLAR 319D				
Contrôle « Vibrations » <ul style="list-style-type: none">date du contrôle (validité 5 ans)plan d'action	PREVENCEM les 17 octobre et 11 juillet 2013 <table><tr><td>Engin</td><td>A(8) en m/s²</td><td>SEAT en %</td><td>Plan d'action</td></tr></table>	Engin	A(8) en m/s²	SEAT en %	Plan d'action
Engin	A(8) en m/s²	SEAT en %	Plan d'action		

compte dans l'évaluation des risques, notamment dans la constitution des GEH ?	
L'employeur a-t-il identifié la nature des poussières susceptibles d'être rencontrées dans les GEH (inhalables, alvéolaires, alvéolaires siliceuses) ?	Oui
Afin de déterminer la nécessité (ou non) d'évaluer le risque d'exposition des GEH aux poussières alvéolaires siliceuses , l'employeur a-t-il au préalable déterminé la concentration des formes de silice cristalline présentes dans les poussières alvéolaires ?	Oui
L'employeur a-t-il déterminé le classement (« faible » ou « non faible ») des risques d'exposition aux poussières (inhalables, alvéolaires, alvéolaires siliceuses) de chaque GEH ?	Non, l'exploitant doit finaliser ce classement des risques d'exposition aux poussières de chaque GEH avant fin 2015
Pour déterminer le classement (« faible » ou « non faible ») des risques d'exposition aux poussières alvéolaires et alvéolaires siliceuses , l'exploitant a-t-il examiné les 3 critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> historique des mesures (qui doivent être postérieures à 2000) les mesures de prévention et de protection collective (suffisance, entretien et enregistrement) historique des pathologies professionnelles déclarées depuis 10 ans 	<p>À faire</p> <p>À présenter</p> <p>Sans objet</p>
Pour les GEH caractérisés par un risque non faible de silice cristalline (quartz, cristobalite, tridymite), l'employeur a-t-il vérifié que l'exposition cumulée respecte bien la valeur d'exposition professionnelle définie par la règle d'additivité mentionnée à l'article R.4412-154 du CdT ?	Sans objet actuellement
Les résultats de l'évaluation des risques sont -ils consignés dans le document unique ?	Non à faire
Les résultats de l'évaluation des risques ont-ils été communiqués au CHSCT ou au Délégué du Personnel, ou salariés concernés ainsi qu'au médecin du travail ?	Non, dès que les résultats de l'évaluation des risques seront finalisés, l'exploitant les communiquera aux Délégués du Personnel, aux salariés concernés ainsi qu'au médecin du travail
Lorsque le risque est évalué « faible » au niveau d'un GEH ou du site, même en l'absence de modification du gisement, des conditions d'exploitation, des moyens de prévention ou de protection ou de pathologies respiratoires, il est recommandé de réaliser une mesure de vérification tous les 5 ans et de mettre à jour l'évaluation des risques.	Le Groupe ETEX demande des mesures de vérifications annuelles
Des mesures périodiques de vérification de l'exposition aux poussières sont-elles prévues/réalisées sur les GEH dont l'évaluation des risques a conclu à un risque « faible » ?	Oui
Les mesures de prévention mises en œuvre pour les GEH dont l'évaluation des risques a conclu à un risque d'exposition « faible » aux poussières alvéolaires sont-elles suffisantes pour exonérer l'employeur de réaliser des mesures périodiques de vérification ?	Non
Les GEH dont l'évaluation des risques a conclu à un risque d'exposition aux poussières « non faible » font-ils l'objet : <ul style="list-style-type: none"> <u>pour les GEH exposés aux poussières inhalables</u> : une mesure annuelle de contrôle des concentrations en poussières par un laboratoire interne ou externe suivant un protocole reconnu par la profession (exemple : Dust Monitoring Protocol d'IMA-Europe) 	Sans objet pour l'instant

<ul style="list-style-type: none"> • <u>pour les GEH exposés aux poussières alvéolaires</u> : une mesure annuelle de contrôle des concentrations en poussières par un laboratoire agréé de catégorie C • <u>Pour les GEH exposés aux poussières siliceuses</u> : 1 à 3 campagnes de mesures des concentrations en poussières par GEH concerné par un organisme accrédité (au moins 3 mesures par GEH). Le délai entre la 1ère et la 3ème mesure ne doit pas excéder un an. 	
Les résultats des mesures utilisées pour l'évaluation des risques doivent pouvoir être mis à la disposition de l'inspection du travail.	Oui
En cas de résultats de mesures conduisant à un dépassement des concentrations et valeurs limites d'exposition professionnelle, l'employeur a-t-il défini et mis en œuvre des actions correctives appropriées ?	Sans objet pour l'instant
Les résultats des mesurages et des rapports ont-ils été transmis au médecin du travail, au CHSCT ou au Délégué du Personnel ?	Non, dès que les résultats des mesurages et des rapports auront été reçus, l'exploitant les communiquera aux Délégués du Personnel, aux salariés concernés ainsi qu'au médecin du travail
<p>Dans le cas où les résultats de l'évaluation des risques révèlent un risque « non faible » pour la santé et la sécurité des travailleurs, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • doit mettre en place et faire appliquer des mesures de prévention visant à supprimer ou réduire au minimum le risque d'exposition • doit mettre en place : <ul style="list-style-type: none"> • les mesures de prévention • la vérification des dispositifs de protection collective et individuelle • un contrôle de l'exposition aux poussières • une fiche de poste pour les opérations exposant les opérateurs à un risque « non faible » • un suivi et une surveillance médicale des travailleurs concernés • doit assurer un entretien régulier des EPI qu'il aura spécifié • doit assurer une vérification régulière des équipements de protection collective, et les maintenir en parfait état de fonctionnement 	Sans objet pour l'instant
<p>Les zones soumises au risque poussière « non faible » sont signalées.</p> <p>Les locaux ont un accès limité aux personnes dont la fonction l'exige.</p>	Sans objet pour l'instant
<p>Le dossier de prescriptions et/ou les éventuelles fiches de postes doivent rassembler les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les zones à risque évaluées « non faible » et les valeurs limites d'exposition • les règles de conduites pour limiter la mise en suspension des poussières • les précautions à prendre pour assurer la protection des travailleurs présents dans les zones concernées • les moyens technique et organisationnelles qui doivent être en place • le port éventuel d'EPI et ses caractéristiques 	Le dossier de prescriptions doit être mis à jour avec les résultats de l'évaluation des risques et les résultats des mesures
L'aptitude de chaque personne est constatée et renouvelée chaque année par le médecin du travail	Non vérifié

Suite à cette visite d'inspection, il a été constaté que l'exploitation de cette carrière présente des situations susceptibles d'entraîner des dommages soit sur l'environnement proche, soit pour la sécurité des personnes. Dans une optique de cadrage des actions correctives à mettre en place, nous proposons de prescrire par arrêté complémentaire des délais pour la mise en œuvre des mesures.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire pris en ce sens est joint au présent rapport. Il est transmis à l'exploitant pour observations éventuelles dans un délai n'excédant pas une semaine.

Les prescriptions de cet arrêté complémentaire concernent les quatre sujets suivants :

1. le glissement de la verse à stériles D6

- interdiction immédiate d'accès à toutes zones dangereuses, avec mise en place d'une signalisation, modification du plan de circulation, intégration dans le document sécurité et santé / document unique et dans les dossiers de prescriptions et plans de préventions
- dans un délai maximum d'un mois, augmenter le réseau de mesure des jalons sur la verse, pour définir l'étendue du déplacement et faire réaliser un relevé du positionnement géographique de ces jalons par un géomètre à une fréquence mensuelle
- dans un délai maximum de 3 mois, transmettre à la DREAL, une étude géotechnique étayée des sondages, relevé topographique et caractérisation des matériaux nécessaires, présentant :
 - les caractéristiques de la verse dans la zone du glissement au regard des aménagements prévus à l'article 5.6 de l'arrêté préfectoral n° 06/IC/270
 - les causes et hypothèses du glissement observé
 - les propositions d'actions pour stabiliser et sécuriser la verse, afin de supprimer tout risque d'impact sur le Saleys
- dans un délai maximum de 4 mois, l'exploitant adresse à la DREAL les mesures qu'il a mis en place et l'échéancier éventuel des mesures restantes à mettre en œuvre ou à suivre.

2. les arrivées d'eau sur les fronts d'exploitation nord, à proximité du Saleys

- interdiction immédiate d'accès à toutes zones dangereuses, avec mise en place d'une signalisation, modification du plan de circulation, intégration dans le document sécurité et santé / document unique et dans les dossiers de prescriptions et plans de préventions
- dans un délai maximum de 3 mois, transmettre à la DREAL, une étude réalisée par un organisme compétent en hydrogéologie et en géotechnique, présentant :
 - l'analyse de l'origine des venues d'eau sur le front nord, les incidences qu'elles sont susceptibles de générer sur le gypse et sa tenue à court, moyen et long terme, ainsi que les risques potentiels pour le milieu et pour la sécurité des personnes
 - des propositions d'actions à mettre en œuvre pour stopper la dissolution du gypse, et d'assurer la stabilité du talus entre la fosse d'extraction et le Saleys sur le long terme
- dans un délai maximum de 4 mois, l'exploitant adresse à la DREAL les mesures qu'il a mis en place et l'échéancier éventuel des mesures restantes à mettre en œuvre ou à suivre.

3. la maîtrise du fontis au-dessus des galeries Schneider

- interdiction immédiate d'accès à toutes zones dangereuses, avec mise en place d'une signalisation, modification du plan de circulation, intégration dans le document sécurité et santé / document unique et dans les dossiers de prescriptions et plans de préventions
- dans un délai maximum de 1 mois, l'exploitant adresse à la DREAL les mesures qu'il a mises en place et l'échéancier éventuel des mesures restantes à mettre en œuvre ou à suivre pour satisfaire aux recommandations du rapport établi par Jacques FINE en date du 15 novembre 2013, notamment la mise en place d'une couche imperméable entre le toit du gypse et les zones de circulation d'eau

4. la gestion de l'impact de la verse à stériles D2 sur l'Arriou de Poursuibes

- dans un délai maximum de 6 mois, transmettre à la DREAL un plan d'action et un échéancier d'actions correctives pour rendre l'impact de la verse à stériles D2 compatible avec la qualité du milieu récepteur

Le rapport de visite et le projet d'arrêté complémentaire ont été transmis à l'exploitant le 5 août 2015, lui demandant ses observations dans un délai n'excédant pas une semaine. Au 24 août 2015, l'exploitant ne nous a ni transmis d'observation, ni contacté.

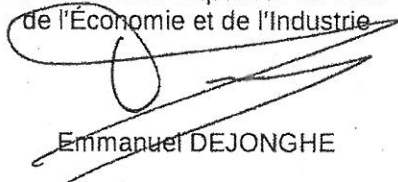
Au regard des dangers potentiels et du risque de préjudice grave pour l'intérêt public dont les conséquences éventuelles pourraient être difficiles à faire disparaître, avec le délai pour la consultation de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, nous proposons qu'il soit fait application de l'article L.512-20 du code de l'environnement pour que cet arrêté soit prescrit par mesure d'urgence, sans requérir l'avis de la commission consultative.

Un courrier est adressé à l'exploitant lui demandant de communiquer **sous 2 mois** à la DREAL, les dispositions qu'il met en place pour répondre aux autres remarques figurant dans le présent rapport dont une copie lui a été transmise.

VU & TRANSMIS AVEC AVIS CONFORME



Le Technicien Supérieur en Chef
de l'Économie et de l'Industrie



Emmanuel DEJONGHE